

L'enjeu du 7 juin !

De la pêche à Continental en passant par Faurès, Molex, tout montre que la France et l'Europe ont plus que jamais besoin d'une authentique démocratie sociale où les salariés aient de réels pouvoirs d'intervention sur les choix économiques de leurs entreprises. L'Union européenne ne doit plus être une zone de libre échange où le droit de la concurrence prime sur toute considération et où les êtres humains sont réduits au statut de consommateur. Les ravages de la crise nous font obligation de construire une Europe de la sécurité sociale, avec le citoyen et ses droits comme finalité de toute action politique.

Certes, chacun, du PS à l'UMP, en passant par les Verts ou le Modem, appelle dans les mots à moraliser le capitalisme, à réguler l'économie de marché par le social et l'écologie, à combattre les paradis fiscaux, à avoir une véritable politique industrielle.

Mais toutes ces belles intentions sont démenties par la cruelle réalité des votes des uns et des autres au Parlement européen.

Les groupes socialistes, verts, ADLE (qui inclut les députés Modem) et PPE (qui inclut les députés UMP) ont ainsi voté majoritairement tous les Traités qui sanctifient la libre circulation des capitaux, la liberté de délocaliser, et la concurrence libre et non faussée. A chaque fois que les députés de ces groupes parlementaires ont échappé à la pression sociale et politique de leur peuple, ils ont voté toutes les directives de déréglementation en matière de transports, d'énergie et de service. Seul le groupe GUE (qui inclut les députés communistes) a constamment été en posture de résistance et de contre-propositions face à toutes ces directives antisociales.

Sarkozy et son gouvernement se cachent derrière les directives votées par l'actuellement

majorité du Parlement européen pour introduire des mesures de régressions sociales ou de privatisations qu'ils auraient difficilement pu imposer directement faute d'assentiment populaire.

Tout cela doit cesser et il est du pouvoir du Parlement européen d'y contribuer, s'il s'en donne la volonté politique.

Certes, face à la colère sociale des salariés, le patronat et le gouvernement parient sur l'abstention aux élections européennes. Les grands médias martèlent ainsi que le Parlement européen n'a quasiment aucun pouvoir, qu'il ne sert à rien.

Mais si ce parlement ne sert vraiment à rien, pourquoi donc le Patronat entretient-il à grands frais une ramée de lobbyistes pour influencer les députés européens ?

Dire que le Parlement européen n'a pas beaucoup de pouvoir c'est mentir au peuple afin de lui cacher que 80 % des nouvelles lois qui régissent notre vie quotidienne sont des transpositions en droit français de directives votées par les députés européens.

Le problème du Parlement européen n'est pas son manque de pouvoir mais l'actuelle majorité sociale libérale et libérale sociale qui le domine.

C'est pourquoi, il est nécessaire d'aller voter le 7 juin afin de lui donner une majorité au service des revendications sociales qu'appellent de leurs vœux les millions de manifestants descendus dans les rues depuis le début de cette année.

Jacky HENIN,
député européen et
tête de liste du Front
de Gauche





**Nous vous invitons à participer
Au débat à Brionne,
Jeudi 28 mai 2009 à 18 h 00
Salle de l'ancienne Poste
Animé par Daniel CIRERA,
Membre du Comité exécutif national
du Parti Communiste Français et
chargé des questions européennes**

Le 7 juin 2009, vous serez appelés à voter pour les députés européens. Dans notre circonscription du Nord Ouest, **la liste Front de Gauche** (Parti communiste français, Mouvement Républicain et Citoyen, Parti de Gauche, Gauche Unitaire) est conduite par **Jacky HENIN**. Député européen sortant, **Jacky HENIN** est homme de changement, il est convaincu que le Parlement européen peut faire beaucoup, si l'on réforme les principes de base de l'Europe.

Pour cela, une seule solution : l'union des partis. D'où la présence sur sa liste de Viviane Simon (Parti de Gauche) et Michèle Ernis (Gauche Unitaire) aux côtés de Nathalie Nail (PCF) et des représentants du mouvement social.

SOUSCRIPTION 2009

Je verse € pour la souscription

Nom :

Prénom :

Adresse :

Chèque à l'ordre de ADF PCF, à envoyer à la Fédération du PCF BP 855—27008 Evreux cedex (déduction fiscale de 66 %, un reçu vous sera adressé)